



# TOUJOURS AU FRONT

FRONT D'ACTION  
POPULAIRE EN  
RÉAMÉNAGEMENT  
URBAIN

N° 143

PRINTEMPS 2024

## CRISE DU LOGEMENT : AU-DELÀ DES CHIFFRES, DE VÉRITABLES DRAMES HUMAINS SE VIVENT!

*Même si le Premier ministre François Legault évite les questions sur le sujet, le logement est bel et bien un droit fondamental. En endossant le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels en 1976, le Québec s'est engagé à le respecter, le protéger, le promouvoir et le mettre en œuvre. Or, il est actuellement bafoué pour un trop grand nombre de personnes.*

### UNE SITUATION CATASTROPHIQUE

En atteignant 1,3 %, le taux d'inoccupation au Québec est le plus bas en 20 ans. Quant au loyer moyen, il a augmenté de 17 % en 2 ans. Non seulement la rareté de logements locatifs est généralisée, mais l'explosion des loyers est effrénée. Dans la dernière année, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), « l'augmentation des loyers a dépassé à la fois l'inflation et la progression des salaires ».

### INSÉCURITÉ RÉSIDENIELLE EN HAUSSE

Les reprises ou évictions en vue de faire du profit se multiplient. Les évictions représentent maintenant la principale cause évoquée pour expliquer leur perte de logement, par les personnes nouvellement en situation d'itinérance. Les fermetures et les changements d'affectation de résidences privés pour aînés (RPA) s'additionnent et rendent extrêmement précaire la situation de nombreux ménages locataires aînés.

Ces phénomènes contribuent à créer plus de mal-logement, l'insécurité résidentielle affectant toujours plus de ménages locataires.

### MANQUE D'ALTERNATIVES

Logement trop cher, non sécuritaire, insalubre ou ne répondant pas à leurs besoins : les locataires devant déménager n'ont que très peu d'options. Les alternatives au marché privé, qui occupe près de 90 % du parc locatif québécois, manquent.

Le désespoir des locataires dans des situations de précarité est intolérable. Pour ces ménages, les risques de se retrouver à la rue sont grands, comme en témoigne le nombre de personnes sans logement, au lendemain du 1er juillet.

**Si vous craignez de vous retrouver sans logement à la fin de votre bail, n'attendez pas.**

Contactez le service d'aide à la recherche de logement (SARL) ou votre office d'habitation local pour expliquer votre situation et demander de l'aide.

Si vous n'obtenez pas d'aide, contactez votre comité logement ou le FRAPRU. Pour plus d'informations : [frapru.qc.ca/accueil/je-vais-etre-sans-logis/](http://frapru.qc.ca/accueil/je-vais-etre-sans-logis/)

Alors que le logement social permettrait de répondre aux besoins immenses et diversifiés à travers le Québec, il en manque. Plus de 34 000 ménages locataires à faible revenu, admissibles et dûment inscrits, attendent d'obtenir un HLM. Nombreux sont ceux qui ne s'inscrivent même pas sur les listes, découragés par les délais. Les coopératives d'habitation et les OSBL d'habitation croulent également sous les demandes.

Le revenu plafond pour être admissible à un HLM ou à un logement subventionné a augmenté. Il est possible de consulter celui de votre région, ici : [PRBI-2023.pdf](#).

Cela dit, alors que plus de ménages sont admissibles, il faudrait que les offices d'habitation disposent de fonds et d'un programme adéquat pour construire de nouveaux logements publics.

### LE DROIT AU LOGEMENT COMPROMIS!<sup>1</sup>

#### Payer le loyer ou les repas ?

Déjà lors du recensement de Statistiques Canada en 2021, 373 615 locataires au Québec vivaient dans un logement trop cher<sup>2</sup>, dont la moitié avait un revenu mensuel de moins de 1 983 \$. Alors que le loyer moyen atteint à présent 1 022 \$ par mois, il ne reste pas grand-chose à ces ménages, pour vivre décemment. Ils n'ont d'autres choix que de couper dans des dépenses essentielles. Pour les plus mal pris, au moindre pépin, c'est carrément l'itinérance qui les guette.

#### Conséquences pour les femmes et leurs enfants

Une majorité de femmes victimes de violence conjugale éprouverait de la difficulté à trouver un logement qui réponde tant à leurs besoins, qu'à leur capacité de payer. Elles doivent trop souvent prolonger leur séjour en maisons d'hébergement, qui débordent.

Le développement des enfants est également affecté par les problèmes de logement. Dans des cas extrêmes, des enfants se retrouvent séparés de leurs parents, non pour mauvais traitement, mais faute d'un toit stable au-dessus de leur tête. Cette situation pousse des mères monoparentales à retourner chez leur « ex », ou à consentir à vivre dans des logements ne correspondant pas à leurs besoins, voire en colocation forcée.

#### Se loger à l'intersection des oppressions

Les ménages à l'aide sociale, les Autochtones, les personnes racisées, les jeunes, les familles monoparentales, les membres de communautés LGBTQIA+, etc., font face à de la discrimination, compromettant leur recherche de logement. Même les locataires ayant un excellent historique de crédit (ou de paiement) n'y échappent pas.

**Au regard de l'absence actuelle de filet social, non seulement ces phénomènes risquent de perdurer, mais ils vont s'aggraver si des mesures gouvernementales adéquates ne sont pas mises en place rapidement.**

1— Les données présentées dans cette section sont un résumé du *Dossier noir, logement et pauvreté au Québec*, 8e édition, septembre 2023, du FRAPRU.

2— Il est considéré que les ménages paient trop cher pour se loger, lorsque la part de revenu accordée au logement dépasse 30 %.

Crise du logement : Des propriétaires exigent des dépôts Interac avant des visites

de montréal  
**Une file monstre pour un 4 et demie à 1650\$ par mois... c'est rendu une aubaine!**

Se loger pour 111 000 \$ par année  
Résidences pour aînés  
LA PRESSE

leNouvelliste  
**La crise du logement pousse quatre garçons au bord du précipice**  
Par Sébastien Houle, Le Nouvelliste  
2024 à 04h00 | Mis à jour le 13 février 2024 à 06h05

Crise du logement  
« On est devenu des objets de brocante » : le cri du coeur d'une locataire

TVA NOUVELLES  
**«C'est dégueulasse»: 1800\$ par mois pour vivre dans l'insalubrité extrême à Montréal**  
Yves Poirier | TVA Nouvelles  
| Publié le 7 avril 2024 à 10h

Des locataires victimes de «rénovictions» à Granby  
LA VOIX DE L'EST

le journal de montréal  
**«On est sept dans un 4 1/2»: des réfugiés sont forcés de vivre entassés dans des logements montréalais**  
Ils paient en plus

le journal de montréal  
**En attente pour un logement social depuis 5 ans, cette famille est sur le point d'être évincée**

LA PRESSE  
Hausse de loyer pour une femme paralysée  
**« Je suis une victime de la crise du logement »**

rise du logement  
**une famille sous l'autoroute**

«2000\$ pour un 4 et demi...ça n'a pas de bon sens!»  
3 à 09 h 49

LEDEVOIR  
**Des itinérants invisibles, même dans la mort**  
[Accueil] / [Société]  
ICI Bas-Saint-Laurent Sections

le journal de montréal  
**«Je ne sais pas où je vais aller»: à 83 ans, elle perd le logement qu'elle habite depuis 30 ans**  
Il y a une exception à la loi qui protège

**Crise du logement : l'hôtel, le HLM d'urgence ou la rue**

es locat  
rénovic  
r Jérôme  
ril 2024 à 04  
Abandonné par son propriétaire, il doit se chauffer avec sa cuisinière  
TVA Nouvelles  
| Publié le 19 janvier 2024 à 13 h 15 - Mis à jour le 19 janvier 2024 à 13 h 25

Crise  
Des I  
exige  
ELLES  
ARTISTI-FÉMINISTE

# LA CRISE AU COEUR DES RÉGIONS

Alors que la crise du logement affecte à présent toutes les régions du Québec, comment se manifeste-t-elle localement ? Des entretiens avec des comités logements nous donnent un aperçu de ses conséquences sur les communautés en Estrie, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Mauricie, en Outaouais et au Bas-St-Laurent.

## Sherbrooke : expansion à double tranchant

Résumé de l'entretien avec Mario Mercier,  
Association des locataires de Sherbrooke

L'expansion urbaine et l'afflux d'étudiant.es ont longtemps caractérisé le marché locatif de Sherbrooke. La baisse du nombre de logements disponibles à la location ces dernières années a changé la donne. Les locataires restent désormais plus longtemps dans leurs logements. De plus, l'embourgeoisement du centre-ville, avec la construction d'immeubles de plusieurs étages, contribue à la disparition rapide des logements encore abordables, rendant difficile l'accès à un logement décent des ménages locataires à faible et modeste revenus contraints de déménager. L'Association des locataires de Sherbrooke lutte pour le logement social et pour maintenir ses services, malgré des défis de financement persistants

## Mauricie : insalubrité et besoins non satisfaits

Résumé de l'entretien avec Claude Jalette,  
Infologis Mauricie

En Mauricie, l'insalubrité des logements est un problème majeur, exacerbé par le manque de politiques municipales efficaces et d'actions concrètes contre les propriétaires négligents. Les hausses de loyer impactent durement les aîné.es et les populations marginalisées, tandis que la superficie étendue de la région pose des défis logistiques pour les organisations de défense des locataires. Soulignons tout de même l'inauguration au début de 2024 du complexe Waska Witcihitowin, qui offre 42 logements sans but lucratif pour étudiant.es autochtones et leurs familles à Trois-Rivières.



## Gatineau : une pression immobilière dévorante

Résumé de l'entretien avec François Roy,  
Logemen'Occupe

À Gatineau, la crise du logement atteint des niveaux alarmants. Les loyers y sont les plus élevés au Québec et la pénurie de logements accentue les difficultés. Les familles cherchant désespérément un logement abordable sont nombreuses, tandis que les personnes seules se retrouvent souvent livrées à elles-mêmes. Le tout provoque une accélération sans précédent de l'itinérance dans la région. Malgré les défis, Logemen'occupe continue de lutter pour la pérennisation des mesures d'urgence et la création de tables de concertation sur le logement.

Taux d'inoccupation	Loyer moyen	Locataires payant 30 % et + des revenus pour le loyer	
		Nombre	Revenu médian
Sherbrooke (RMR)			
1,3 %	919 \$	11 480	22 400 \$
Saguenay (RMR)			
1,3 %	745 \$	5 365	22 600 \$
Trois-Rivières (RMR)			
0,4 %	747 \$	6 600	20 800 \$
Gatineau (RMR)			
1,1 %	1 198 \$	13 615	25 200 \$
Rimouski (V)			
0,6 %	749 \$	2 020	22 000 \$

## Saguenay : changement de paysage

Résumé de l'entretien avec Sonia Côté,  
Loge M'entraide

Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la crise se manifeste par une augmentation de la spéculation, des rénovictions, des problèmes d'isolation des logements et une perte de contact entre locataires et propriétaires, remplacés par des compagnies de gestion. L'augmentation spectaculaire des loyers, loin de suivre les revenus, rend la situation insoutenable pour de nombreux locataires. Malgré tout, Loge m'entraide continue de se battre pour la construction de logements sociaux et pour défendre les droits des locataires. Notons qu'après plus de dix ans de luttes, le projet de coopérative la Solidarité a finalement obtenu la confirmation d'un financement gouvernemental en étant sélectionné dans le PHAQ. Considérant l'inadéquation du programme, l'incertitude demeure, tant que le chantier n'a pas débuté!

## Bas-St-Laurent : une mobilisation en marche

Résumé de l'entretien avec Thomas Savy,  
Comité logement Bas-Saint-Laurent

Dans le Bas-St-Laurent, l'itinérance visible et les évictions en augmentation témoignent de l'urgence de la situation, après quelques années de pénurie extrême. Les populations vulnérables, telles que les femmes âgées, sont particulièrement affectées par la crise. Cependant, des victoires récentes, comme l'adoption d'une résolution de la mairie de Rimouski, demandant formellement à la ministre responsable de l'Habitation de bonifier de manière substantielle le financement québécois en matière de logement social, montrent le pouvoir de la mobilisation locale face à la crise.

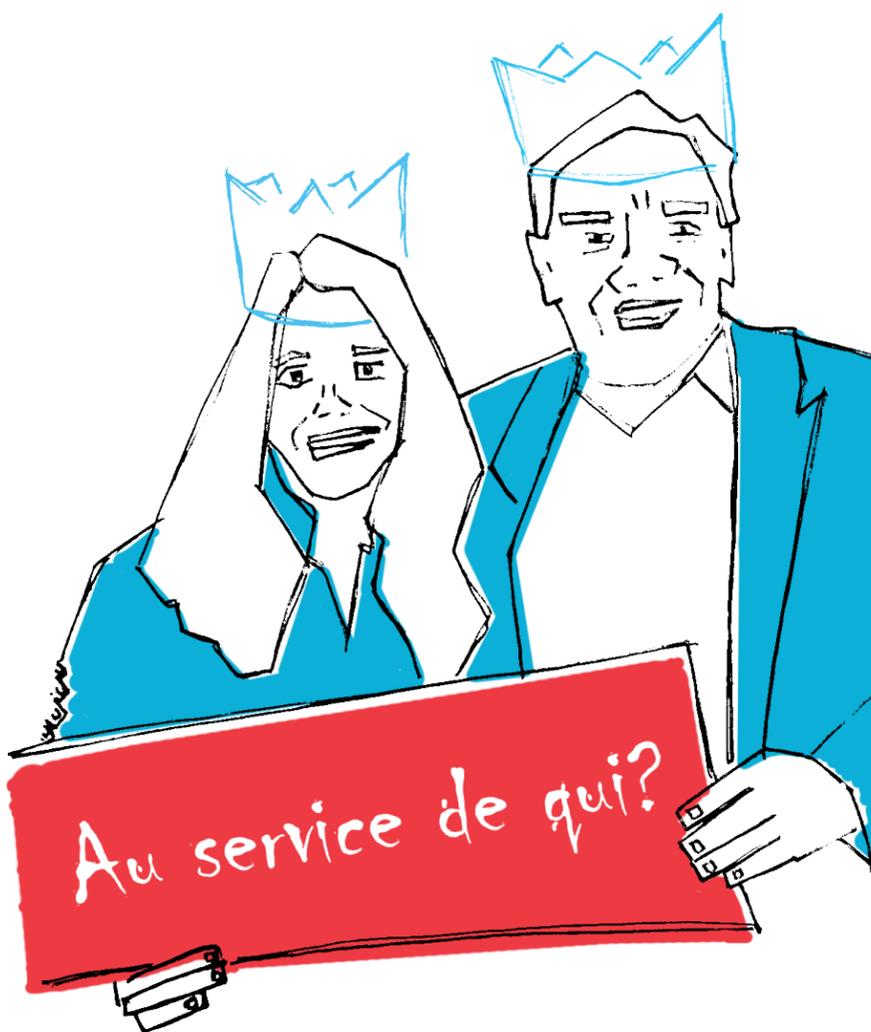
**En conclusion, si aucune région n'est épargnée par la crise du logement, la résilience et la détermination des comités logement, des associations de locataires du Québec et leurs membres sont plus que jamais nécessaires pour obtenir des améliorations réelles aux politiques sociales.** Alors que les plus récentes Perspectives du marché de l'habitation de la SCHL prédisent que les taux d'inoccupation atteindront de nouveaux plateaux et que le loyer moyen ne cessera de croître, les situations dramatiques vécues par les locataires partout au Québec ne doivent pas être normalisées.

# FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL AU QUÉBEC : VERS UN SYSTÈME À DEUX VITESSES?

*La crise du logement est devenue un sujet brûlant. Pourtant, le gouvernement du Québec s'obstine à ne pas y répondre adéquatement. Pour la première fois en 25 ans, aucun programme dédié au logement social n'est en place. Malgré l'urgence, aucune prévisibilité pour sa réalisation sur plusieurs années n'est envisagée.*

**Malgré leur multiplication dans les derniers mois, les annonces du gouvernement Legault ont été peu convaincantes.** Celles de mises en chantier, même si on doit s'en réjouir, concernent pour la plupart des logements sociaux déjà prévus avant l'arrivée de la CAQ au pouvoir. D'ailleurs, 8000 (sur 15000) de ces logements, que François Legault avait promis de construire durant son 1er mandat, ne le sont toujours pas.

Pendant ce temps, **après 2 ans d'existence, ce sont à peine 570 logements qui sont en voie de réalisation dans le programme d'habitation abordable Québec (PHAQ)**, qu'on promettait pourtant mieux adapté qu'AccèsLogis. Des dizaines de logements sociaux récemment annoncés sont déjà menacés de se voir retirer le financement gouvernemental, parce qu'ils n'ont pas signé de contrat avec un entrepreneur en construction, dans les 12 à 18 mois, suivant leur sélection. Même s'il finance jusqu'ici majoritairement des logements sociaux, le PHAQ est avant tout pensé pour le privé. Non seulement les contributions gouvernementales sont insuffisantes et complexifient les montages financiers, mais **les exigences imposées aux projets des offices, des coopératives et d'OSBL d'habitation sont trop contraignantes.** Face à l'ampleur des besoins, la lenteur du développement du logement social est alarmante.



## TOUJOURS PAS DE PRÉVISIBILITÉ

La mise à jour économique de novembre prévoyait le financement de 8000 nouveaux logements sociaux et abordables, pour lesquels 4000 suppléments au loyer sont réservés, suite à une entente avec Ottawa. Un pas dans la bonne direction, mais sans programme adéquat pour les développer et sans garantie d'être réservés au secteur sans but lucratif, les incertitudes perdurent.

Au moment où il faudrait accélérer la cadence, **le dernier budget québécois n'a pas prévu de financement pour de nouveaux logements sociaux.** Pourtant, la moitié des unités prévues dans la mise à jour économique sont déjà réservées. **En s'entêtant à refuser davantage de prévisibilité, le gouvernement fragilise le développement de sites publics destinés au logement social, ou récemment acquis à cette fin par les municipalités.**

## UN RÉGIME À 2, VOIRE 3 VITESSES

À la veille du 1er juillet 2022, le Québec a confié 350 millions \$ **à des Fonds fiscalisés**, pour la réalisation de 2000 unités de logements sociaux et abordables, à partir de leurs propres programmes. Doublant l'investissement gouvernemental, ils peuvent procéder, sans appels de projets et selon des critères peu transparents. Depuis, 500 unités de plus leur ont été attribuées.

En février dernier, le gouvernement a annoncé un **nouveau partenariat avec un OSBL mis sur pied par la fondation du Groupe Maurice.** 1000 unités sur les 8000 de la mise à jour économique lui ont été accordées. Mission Unitainés prendra en charge le développement des logements, tous sociaux ou communautaires, dans les villes hôtes sélectionnées par le philanthrope. Sans hypothèque à payer, le montage financier semble garantir des loyers en dessous des prix du marché. Les gouvernements du Québec et du Canada investissent la part du lion (autour de 235 M\$), la contribution des municipalités est moins importante que celle exigée dans le PHAQ et le philanthrope assure un fonds de réserve de 500 000 \$ par projet. Des chantiers sont promis dès cet été. La question se pose : pourquoi ne pas prévoir des conditions similaires dans un programme gouvernemental ?

**Pendant ce temps, les communautés qui espèrent réaliser des logements sociaux et communautaires ne peuvent plus faire leurs demandes en continu.** Malgré les annonces de la mise à jour économique, aucun nouvel appel de projets pour le PHAQ n'a eu lieu depuis juin. Les demandes répétées d'un programme dédié au logement social sont restées lettre morte. Soit la volonté de développer rapidement ces unités manque, soit elles sont destinées à d'autres stratégies...

## LA CLÉ, C'EST LE LOGEMENT SOCIAL !

La situation s'est détériorée parce que le gouvernement caquiste refuse depuis 5 ans de mettre en place les mesures structurantes qui auraient pu faire une différence. **Il serait scandaleux que la crise devienne un prétexte pour imposer des politiques néolibérales, désengageant l'État du financement du logement social.** Normaliser la sous-traitance de programmes à des acteurs privés crée un dangereux précédent.

**S'il est déposé un jour, le plan d'action gouvernemental en habitation doit avoir pour colonne vertébrale un objectif ambitieux de développement et le financement pluriannuel de logements sociaux. Augmenter substantiellement la part de logements sociaux sous forme de HLM, d'OSBL et de coopératives d'habitation au sein du parc locatif est une condition nécessaire à une sortie de crise.**

# NOUVEAU PLAN DU CANADA SUR LE LOGEMENT: LES MÉNAGES LOCATAIRES Y TROUVENT-ILS LEUR COMPTE?

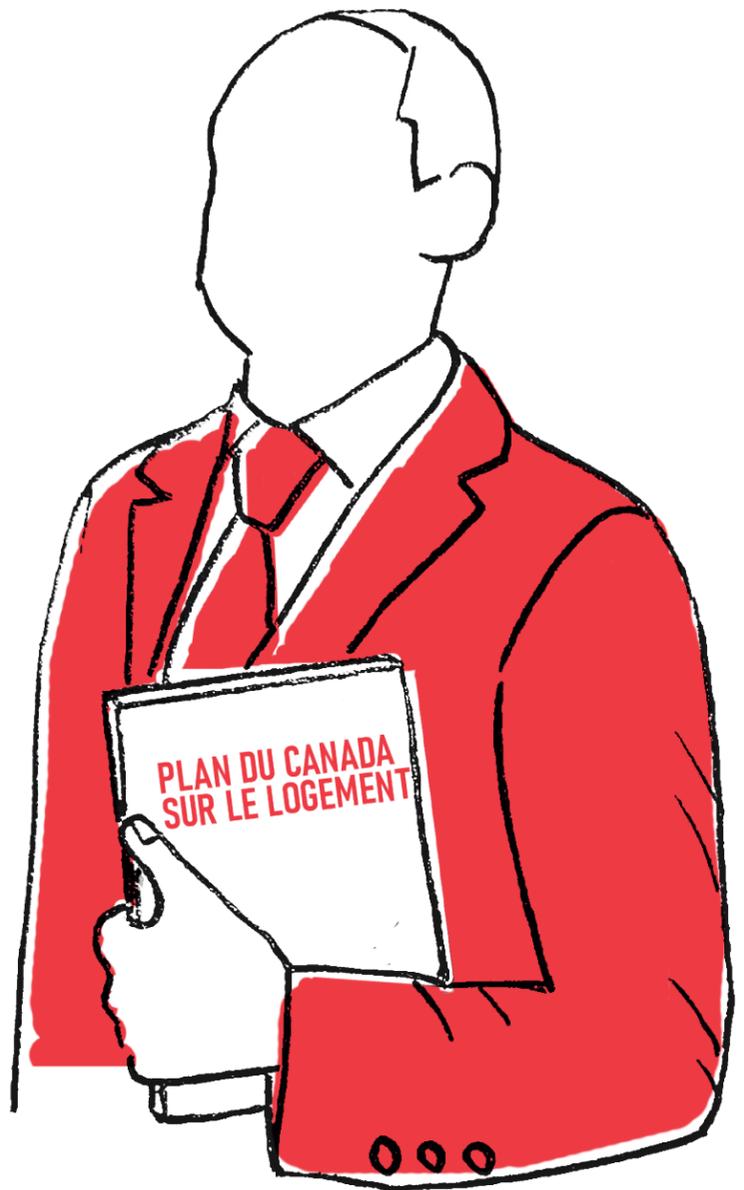
Peu avant son budget, déposé le 16 avril 2024, le gouvernement libéral dévoilait son **Plan du Canada sur le logement, basé sur l'engagement de « rendre le logement abordable »**. Ce plan amorce un **nécessaire virage dans l'affectation des fonds publics destinés au logement**. L'importance d'en réserver pour le secteur sans but lucratif et les populations les plus vulnérables y est par exemple reconnue. Certaines des mesures qui s'y trouvent correspondent à des demandes portées par le FRAPRU. **Cependant, non seulement leur mise en application sera à surveiller pour en évaluer l'impact, mais trop de mesures du Plan reposent encore sur le privé.**

Lors de la mise à jour économique fédérale de novembre 2023, **1 milliard \$ supplémentaire a été alloué au Fonds pour le logement abordable** (anciennement le Fonds de co-investissement) et réservé pour la réalisation de 7000 logements publics, d'organismes à but non lucratif et de coopératives d'habitations. Depuis, un volet nommé **« création rapide de logements »** a été ajouté dans le Plan, une avancée qui rendra récurrente l'Initiative de création rapide de logements (ICRL), seule mesure réservée au financement de logements sociaux dans les dernières années. 976 millions \$ sur 5 ans, y seront consacrés.

**Un Fonds canadien de protection des loyers de 1,5 milliard \$ a également été créé afin de financer l'acquisition de logements et le maintien de leur loyer à un niveau stable.** Quelques bémols : la somme consentie est **minime**, compte tenu du coût de l'immobilier et de l'urgence de sortir du marché des centaines d'immeubles à travers le Canada. **Le fonds prévoit surtout, pour l'instant, des prêts à faible taux d'intérêt et une petite proportion de subventions.** Espérons que cette reconnaissance de l'importance d'investir pour sortir le logement du marché spéculatif incitera Québec à mettre en place son propre programme d'acquisition. Celui-ci devrait être suffisamment financé, réservé à des fins de logement social, autant pour la mise de fonds, que les travaux requis et assurer le maintien dans les lieux des locataires en place.

De manière à faciliter l'acquisition et l'utilisation de terrains publics pour le logement, en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement, un **nouveau Plan pour l'usage des terrains publics à des fins résidentielles et un nouveau programme de logement Postes Canada ont aussi été annoncés.** À ce jour, **aucun objectif de réserver tous ces logements sur les sites publics, en priorité à des organismes publics, coopératifs et sans but lucratif, n'a été énoncé.** En outre, le budget a accordé des fonds supplémentaires à la Société immobilière du Canada (SIC) pour de nouveaux projets de sites ciblés, dont le Bassin Wellington à Montréal. Les objectifs d'abordabilité pour tous ces nouveaux programmes ne sont pas non plus connus. Or, seul un maigre 20 % de logements abordables est pour le moment exigé sur les sites redéveloppés par la SIC. Alors que le gouvernement fédéral tient entre ses mains une véritable opportunité de soutenir rapidement les projets de logement social. Il doit la saisir. **Les sites fédéraux doivent rester 100 % publics.**

**Les 2 millions \$ nets accordés à de nouveaux logements sont non seulement insuffisants pour répondre à l'ensemble des besoins criants à l'échelle canadienne, mais aucun objectif clair de logements sociaux à réaliser n'a été fixé.** Il s'agit d'une lacune majeure, alors que le nouveau Plan du Canada pour le logement est basé sur l'engagement que personne au Canada n'ait à consacrer plus de 30 % de son revenu, pour se loger.



Enfin, certaines mesures du Plan favorisent en grande partie, les promoteurs privés et des logements qui sont majoritairement inabordables.

De fait, **s'ils représentent un progrès, ces investissements restent insuffisants pour répondre aux besoins impérieux de logement des 943 000 ménages locataires canadiens vivant dans un logement trop cher, trop petit ou en mauvais état, avec un revenu médian annuel de 27 200 \$.** **Tel que le demandent plusieurs groupes à travers le Canada, avec la campagne « Logement social et droit humain », 500 000 logements sociaux en 10 ans sont nécessaires, pour répondre aux besoins les plus urgents.**

**Les investissements fédéraux peuvent faire une différence majeure. Si le fédéral ne s'était pas retiré du financement à long terme du logement social, en 1994, ce sont 85 000 logements sociaux supplémentaires au Québec qui offriraient aujourd'hui une alternative aux ménages locataires vivant les conséquences d'un marché locatif en crise.**

**À l'approche des prochaines élections fédérales, il est primordial de maintenir la pression afin d'assurer que le maximum des sommes fédérales soit attribué au logement social, condition nécessaire à une sortie de crise. Des mesures concrètes supplémentaires doivent être prévues pour que les sommes aboutissent plus rapidement que ça n'a été le cas dans les dernières années.**

# L'IMMIGRATION RESPONSABLE DE LA CRISE DU LOGEMENT?

*Janvier 2024 : une étude de la Banque Nationale prétend que le niveau de vie des Canadien.nes est compromis par la croissance démographique, imputable à l'immigration. Ce rapport est une occasion de délier les langues opportunistes : le gouvernement caquiste somme le fédéral de freiner les demandeurs d'asile, afin de résorber la crise du logement. Il n'en fallait pas plus pour que crise du logement et immigration forment une idée insécable dans l'espace médiatique.*

Forte hausse de l'immigration temporaire au Canada et au Québec, chute des mises en chantier : l'argumentaire a l'avantage des chiffres pour inquiéter la population. **Bien que séduisante par sa simplicité, l'analyse manque de rigueur.**

D'une part, les mises en chantier ne sont pas un indice fiable et juste de l'offre de logements réellement abordables. Les logements neufs sont le plus souvent hors de prix, preuve que la crise de l'abordabilité n'est pas réductible à l'offre.

D'autre part, la croissance démographique n'est pas l'unique facteur exerçant une pression sur le marché locatif. Le vieillissement de la population y participe également, ainsi que la formation de nouveaux ménages, les séparations, les jeunes quittant le domicile familial, l'appauvrissement de la population, mais aussi les migrations interprovinciales et interrégionales (l'exode urbaine, notamment lors de la pandémie, a eu un impact sur les taux d'inoccupation).

**Si l'immigration s'est effectivement accrue, les immigrant.es temporaires ne représentaient que 1,8 % de la population du Québec en 2023.** Au-delà de sa croissance, c'est surtout le changement de composition de l'immigration qui problématise la crise : l'immigration temporaire est désormais privilégiée sur la permanente. De plus, la causalité entre taux d'immigrants et taux d'inoccupation pour un lieu donné n'est tout simplement pas avérée. D'ailleurs, **des régions accueillant une faible proportion de nouveaux.elles arrivant.es affichent des taux d'inoccupation faméliques.**

Selon le directeur principal de Desjardins, les résident.es permanent.es, découlant plus souvent de l'immigration dite économique, offrent une contribution économique supérieure à celle des « natifs ». Leur poids sur le marché locatif n'est donc pas probant. Si **les résident.es non permanent.es** (ex. : étudiant.es étranger.es, les travailleur.ses temporaires et demandeur.ses d'asile) exercent effectivement une pression sur le marché locatif, ils et elles **sont avant tout parmi les plus mal-logé.es du Québec et les plus à risque d'être discriminé.es, ou en surpeuplement dans leur logement.** Plusieurs sont hébergés par leurs employeurs, notamment les travailleurs agricoles, qui endurent souvent des conditions de logement scandaleuses.

Le nombre important d'étudiant.es étranger.es est lié à la source de financement qu'ils représentent pour les universités en mal d'investissements, dans un contexte où il manque de logements étudiants. Quant aux demandeur.ses d'asile et personnes sans statuts, illes sont le plus souvent la proie de propriétaires abusant de leur grande précarité. Immobilisé.es par leur absence de droits, illes sont particulièrement à risque de se retrouver en situation d'itinérance, en plus de vivre dans la crainte de leur déportation. Leur régularisation n'ajouterait aucune nouvelle pression locative puisque ces personnes habitent déjà un logement. **Aussi, le temps d'attente d'une habitation à loyer modique (HLM) au Québec ne serait pas amoindri par une restriction des immigrant.es à statuts précaires, puisque ceux-ci n'y sont pas admissibles.**

Enfin, **le Canada a une responsabilité humanitaire envers les personnes demandeuses d'asile, notamment celles originaires des pays qu'il participe à appauvrir, déstabiliser ou détériorer.** Rappelons que le pays contribue au grand déséquilibre des milieux de vie du Sud Global, notamment par ses exploitations extractivistes et son industrie de l'armement, collaborant par cela à l'amplification de l'immigration.

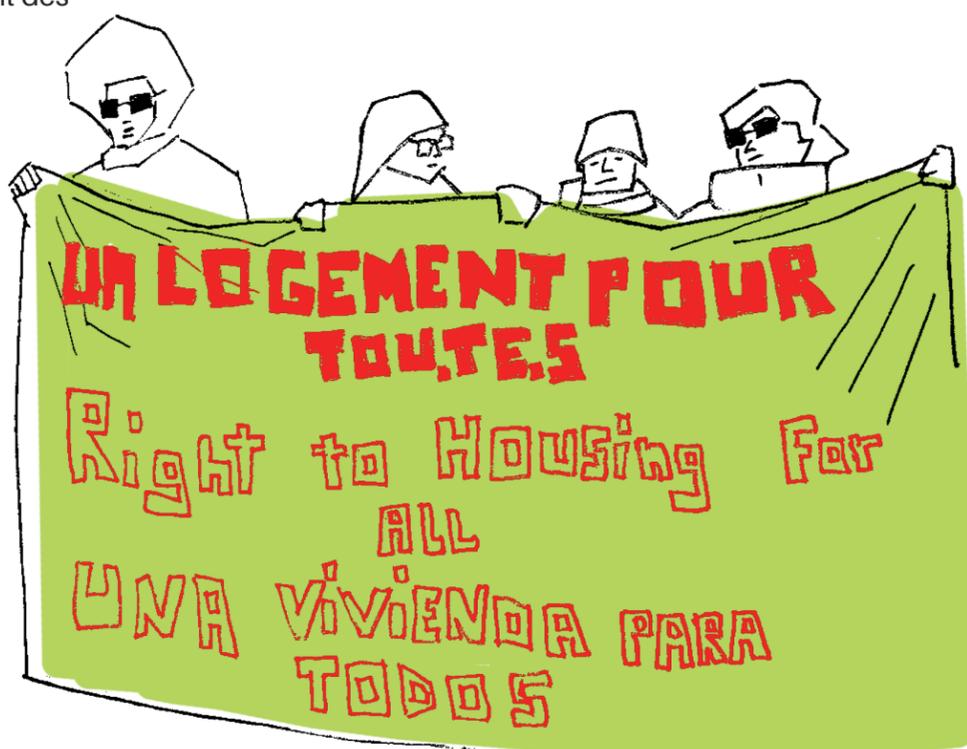
**Le discours actuel du gouvernement caquiste mobilise un électorat en quête d'explications simples, plutôt que de mettre en place les mesures structurantes qui s'imposent.** S'il y a une pression exercée sur le marché locatif, c'est surtout à la mesure du manque criant de logements répondant aux besoins urgents des personnes à faible et modeste revenus.

Le principal risque de cet amalgame est de conduire à de très mauvaises solutions : 1) sur les politiques migratoires 2) sur les initiatives de construction pure et simple sans égard à l'abordabilité réelle.

**Or, la crise du logement est multifactorielle et avant tout le fait :**

- a) du faible encadrement du marché locatif;
- b) du déficit de construction de logements sociaux depuis 30 ans;
- c) de la protection laxiste concernant l'hébergement de courte durée du type (Airbnb);
- e) de la financiarisation du logement;
- f) de l'absence de programme de logements étudiants.

**Il est donc clair qu'avant de resserrer les politiques migratoires, il serait plus judicieux de tabler sur la construction de logements sociaux et de logements étudiants.**



# AU FRONT POUR LE LOGEMENT SOCIAL!

En dépit de l'ampleur des besoins, le gouvernement caquiste s'obstine depuis son arrivée au pouvoir, à favoriser la recherche de profits des propriétaires et des promoteurs privés, au détriment de milliers de ménages locataires toujours plus mal pris.

Alors que le gouvernement du Québec a le devoir d'assurer le droit au logement sur son territoire, l'indifférence envers les mal logés de l'administration de François Legault et de sa ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, doit cesser!

**La crise du logement a assez duré, il est temps de mettre en place les mesures structurantes qui s'imposent.**

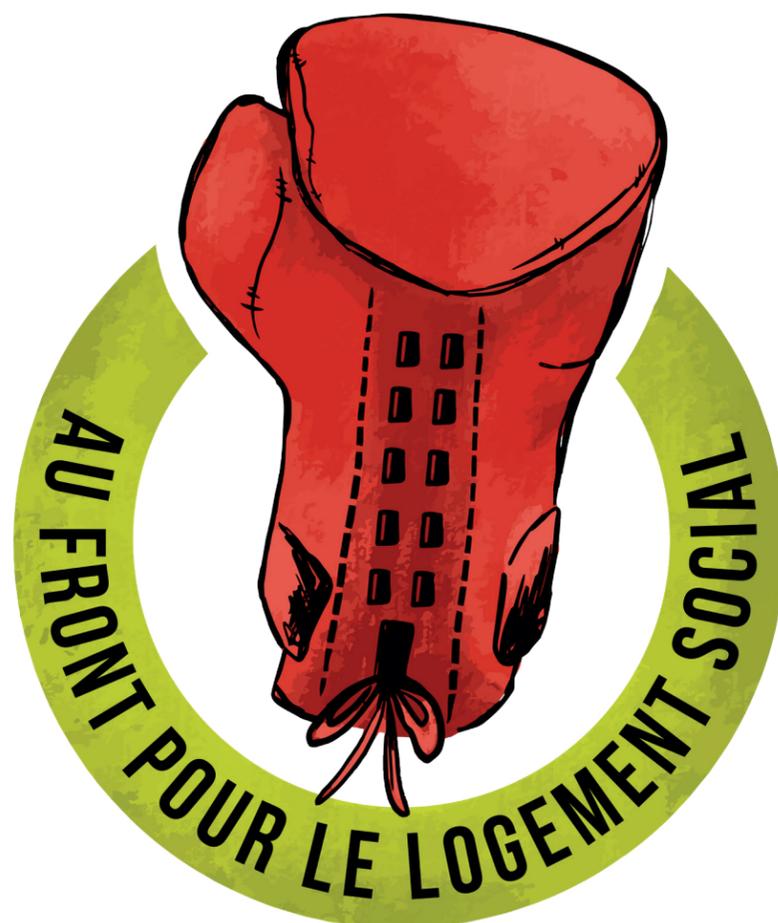
Compte tenu de l'urgence de la situation, le FRAPRU mène une campagne depuis l'automne 2023 afin de talonner le gouvernement du Québec jusqu'aux prochaines élections.

Cette campagne vise à :

- **obtenir le financement adéquat d'un programme dédié de logement social, complet et pérenne, dans la perspective que le logement social occupe une part toujours plus grande du parc de logements locatifs;**
- **s'opposer à la privatisation de l'aide au logement et à la sous-traitance de programmes gouvernementaux.**

Nous avons ainsi tenu une série d'actions et de conférences de presse, entre octobre 2023 et janvier 2024, dans 13 régions du Québec, durant laquelle les données locales et régionales de la 8e édition du *Dossier noir, logement et pauvreté* du FRAPRU ont été présentées.

Tel un caillou dans la chaussure du gouvernement, nous prévoyons également plusieurs actions surprises. Restez informés en nous suivant sur notre site web ([frapru.qc.ca](http://frapru.qc.ca)), sur Facebook ([facebook.com/FRAPRU.logement](https://facebook.com/FRAPRU.logement)), et Instagram ([instagram.com/frapru.logement](https://instagram.com/frapru.logement)).



**Cet automne, un camp de deux jours se tiendra à Québec, à l'occasion de la rentrée parlementaire. Nous nous installerons le samedi 14 septembre 2024, à partir de midi au Parc de L'Amérique-Française, dont nous partirons le lendemain (15 septembre 2024), à 13 h, pour une grande manifestation nationale dans les rues de la capitale.**

## Joignez-vous à nous!

Au programme : panels politiques, activités créatives, actions, spectacle de musique, partage, solidarités et bien plus encore.

Pour plus de détails concernant l'événement, c'est ici :

**[frapru.qc.ca/camp](http://frapru.qc.ca/camp)**

**Unissons-nous pour rappeler au gouvernement du Québec que la clé, c'est le logement social!**

**ENSEMBLE, NOUS POUVONS FAIRE LA DIFFÉRENCE!**

## TOUJOURS AU FRONT

Publié par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement national pour le droit au logement composé de quelque 145 organismes des différentes régions du Québec, dont une trentaine qui sont au cœur de ses actions et de sa vie démocratique.

Pour nous rejoindre : (514) 522-1010  
[frapru@frapru.qc.ca](mailto:frapru@frapru.qc.ca)

Visitez notre site web: [www.frapru.qc.ca](http://www.frapru.qc.ca)

Suivez-nous :  [facebook.com/frapru.logement](https://facebook.com/frapru.logement)  
 [instagram.com/frapru.logement](https://instagram.com/frapru.logement)  
 @FRAPRU



# CAMP À QUÉBEC

14 et 15 septembre 2024

La clé, c'est le  
logement social!

Rendez-vous au Parc de l'Amérique-Française

À partir de midi, le 14 septembre

MANIFESTATION NATIONALE, à 13 h, le 15 septembre



TOUJOURS AU  
FRONT

FRONT D'ACTION  
POPULAIRE EN  
RÉAMÉNAGEMENT  
URBAIN

N° 143

PRINTEMPS 2024

## ENSEMBLE, FACE À LA CRISE DU LOGEMENT!

Alors que la crise du logement au Québec affecte toujours plus durement les locataires, l'inadéquation et l'insuffisance des mesures mises en place par le gouvernement du Québec est incompréhensible.

Loyers exorbitants, pénurie de logements, évictions et discriminations : les plus vulnérables doivent faire face à un marché locatif d'une rare violence. À travers les quartiers et les régions, des voix s'élevaient, des histoires se tissent, toutes témoignant d'une réalité implacable : l'accès à un logement décent demeure un défi majeur pour un nombre croissant de ménages. Pendant ce temps, les politiques néolibérales favorisent encore et toujours les intérêts du secteur privé.

Le FRAPRU se mobilise afin que le gouvernement agisse avec détermination, pour mettre enfin un terme aux cycles de précarité et de détresse sociale. Ensemble, nous avons le pouvoir d'exiger mieux, de rappeler au gouvernement que face à cette crise, **la clé, c'est le logement social!**

